

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE
DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE

Direction Terminaux, Performance et Finances

Suivi des prestations

Mission innovation & relation avec la place portuaire

**Assistance à Maitrise d'ouvrage pour la création d'une
entité en charge de la 5G portuaire**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date limite de remise des offres : 24 mai 2024 avant 12h00

Sommaire

PREAMBULE	3
1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	3
2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 Etendue et mode de la consultation	3
2.2 Décomposition en tranches ou en lots	3
2.3 Prestations supplémentaires éventuelles	3
2.4 Nature de l’attributaire	3
2.5 Variantes	4
2.6 Délai d'exécution	4
2.7 Modification de détail	4
2.8 Délai de validité des offres	4
2.9 Modalités de financement et de paiement	4
2.9.1 <i>Modalités de financement</i>	4
2.9.2 <i>Modalités de paiement</i>	4
2.10 Documents à titre indicatif	5
3 ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES	5
3.1 Candidature	5
3.2 Offre	6
3.2.1 <i>l'acte d'engagement</i>	6
3.2.2 <i>le cahier des clauses administratives particulières</i>	7
3.2.3 <i>le cahier des clauses techniques particulières</i>	7
3.2.4 <i>le bordereau des prix unitaires</i>	7
3.2.5 <i>L'extrait quantitatif de prestations témoins</i>	7
3.2.6 <i>Le cadre de réponse technique assorti du mémoire technique d'exécution</i>	7
3.2.7 <i>l'(les) attestation(s) d'assurance</i>	7
4 JUGEMENT DES OFFRES	7
4.1 Critères et modalités de jugement des offres	7
4.2 Demande de précisions - Négociations	8
4.3 Vérification des offres et correction d’erreurs matérielles	9
4.4 Formes des décompositions et des sous-détails	9
4.5 Information des soumissionnaires	10
5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	10
6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

PREAMBULE

Le marché public sera conclu avec le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, établissement public de l'Etat, dont le siège est situé au 71 quai Colbert, 76600 Le Havre, représenté par Florian WEYER, Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre, domicilié Terre-plein de la barre - CS 81413 - 76067 LE HAVRE Cedex », et ci-après dénommé « HAROPA PORT | Le Havre ».

1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

La présente consultation concerne une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre d'un projet de création d'une entité (société de droit privé) en association avec un partenaire. Cette nouvelle entité aura la charge de la construction, de l'exploitation et de la commercialisation des services de réseau 5G privé sur le domaine portuaire.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 ; R.2123-1et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre à intervenir sera un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents suivant la définition donnée aux articles L.2125-1.1° et R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique. Il est soumis aux dispositions des articles R.2162-7 à R.2162-12 du même Code.

Ce marché public sera conclu dans les minimums et maximums de prestations fixés à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les soumissionnaires devront compléter le document « Extrait Quantitatif de Prestations Témoins » joint en annexe au présent Règlement de la Consultation. Ce document, établi à titre indicatif, est destiné au seul jugement des offres et ne saurait constituer un engagement du Grand Port Fluvio-Maritime de l'axe Seine sur un montant de prestations à réaliser. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation si les quantités portées sur ce document n'étaient pas atteintes ou étaient dépassées.

2.2 Décomposition en tranches ou en lots

Sans objet.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.4 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, le groupement doit avoir été constitué dès le stade de la candidature, et aucune modification ne peut intervenir dans la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sous réserve des dispositions de l'article R.2142-26.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le candidat indique dans l'Acte d'Engagement le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6 Délai d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié par les soumissionnaires.

2.7 Modification de détail

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres initiales, intermédiaires ou finales, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement à *cent quatre-vingt (180)* jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. Ce délai de validité s'applique également pour chaque nouvelle offre remise.

2.9 Modalités de financement et de paiement

2.9.1 Modalités de financement

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation seront rémunérées dans le cadre du budget *de fonctionnement* de HAROPA PORT | Le Havre et seront financées totalement par HAROPA PORT | Le Havre.

Le(s) titulaire(s) a(ont) la possibilité de céder ou de nantir sa(leur) créance. L'exemplaire unique du marché est délivré, sur sa(leur) demande, au(x) titulaire(s) du marché.

2.9.2 Modalités de paiement

Pour chaque marché subséquent, les comptes seront réglés sur la base de prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement commandées et admises et/ou des prix forfaitaires de l'état des prix forfaitaires de chaque marché subséquent.

Pour chaque marché subséquent, les prix non prévus à l'accord-cadre sont *fermes et non actualisables*.

Les prix prévus à l'accord-cadre sont révisables annuellement sur la base de(s) l'index SYNTEC (base 100 en 1961) dans les conditions fixées à l'article 3.4 du CCAP.

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

Sauf refus du titulaire, il est prévu le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article 5.2 du CCAP et aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

Le mode de règlement choisi par le Maître d'Ouvrage est le virement à trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

2.10 Documents à titre indicatif

Sans objet.

3 ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est mis gratuitement à la disposition des candidats sous format dématérialisé sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont précisées.

Ceux-ci pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'adresse courriel utilisée par les entreprises pour le dépôt de leur candidature et de leur offre sur le profil d'acheteur sera l'adresse exclusivement retenue pour tous les échanges avec accusé de réception électronique entre HAROPA PORT | Le Havre / HAROPA PORT et les entreprises, au cours de la procédure de passation.

Seul fait foi le document papier dont l'exemplaire original est conservé dans les archives de HAROPA PORT | Le Havre. En conséquence, le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable des erreurs, anomalies ou omissions qui pourraient être relevées sur ce support numérique.

Les offres des soumissionnaires ainsi que les documents associés seront entièrement rédigés ou traduits en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du Maître d'Ouvrage.

Le dossier à remettre par les soumissionnaires comprendra les pièces suivantes présentées sous la forme des documents listés ci-dessous. **Chaque document devra être clairement identifié et distinct.**

3.1 Candidature

Dans le cas d'un mandat donné à une entreprise ayant pour activité le dépôt de plis par voie dématérialisée pour le dépôt électronique, joindre l'acte d'habilitation du mandataire.

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique **ou Les formulaires CERFA** (Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants : DC1 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : DC2) comportant les éléments ci-après et accompagnés des justificatifs correspondants :

1°) Situation Personnelle

Pour les groupements, si la candidature et/ou les offres ne sont pas présentées par l'ensemble des membres du groupement, le mandataire dûment habilité devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché conformément aux dispositions de l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la justification de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

En application des dispositions des articles L.2141-12 et L.2195-4 du Code de la commande publique, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés, aux articles L.2141-1 à L.2141-11 de ce même Code, le marché sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité ; si le marché a fait l'objet d'un commencement d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en faire poursuivre l'exécution aux frais et risques de l'entrepreneur, en application des dispositions de l'article 27 des CCAG de Prestations Intellectuelles.

2°) Capacité économique et financière :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

3°) Capacités techniques du candidat :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite de travaux de même nature que celle du marché ;
- présentation d'une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

En cas d'impossibilité pour les candidats de produire les documents cités ci-avant, ceux-ci pourront justifier de leur capacité financière et technique par tous moyens.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, ils peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques (co-traitants, sous-traitants...). Il leur appartient dès lors de demander à l'appui de leur candidature que soient prises en compte les capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et de justifier ainsi du fait qu'ils en disposent pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié conformément à aux articles R.2143-11 et R.2143.12 du Code de la commande publique.

3.2 Offre

Les documents seront établis dans les conditions définies ci-après :

3.2.1 l'acte d'engagement

Ce document devra être complété par le représentant qualifié de l'entreprise soumissionnaire, ou de chacune des entreprises groupées. Dans cette seconde hypothèse, le mandataire du groupement devra dans son offre joindre un mandat de la part de ses co-traitants l'habilitant à le faire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance éventuellement prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

A cet acte d'engagement sont jointes deux annexes :

- annexe 1 : un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC

En cas de groupement, et pour des entreprises désirant être payées séparément, chacun des membres du groupement devra joindre un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC.

- annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (DC4),

Cette annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à compléter et y joindre : la déclaration du candidat– formulaires DC2– les certificats fiscaux et parafiscaux ainsi que ses capacités professionnelles conformément au paragraphe 3°) ci-avant. Chaque sous-traitant présenté devra faire l'objet d'un DC4 distinct. Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

3.2.2 le cahier des clauses administratives particulières

3.2.3 le cahier des clauses techniques particulières

3.2.4 le bordereau des prix unitaires

Cadre ci-joint, au format Excel, à compléter et à dater.

3.2.5 L'extrait quantitatif de prestations témoins

Cadre ci-joint, au format Excel, à compléter et à dater.

3.2.6 Le cadre de réponse technique assorti du mémoire technique d'exécution

Cadre ci-joint, au format Excel, à compléter et à dater. Le mémoire technique reprendra les rubriques du cadre de réponse technique.

3.2.7 l'(les) attestation(s) d'assurance

Les assurances exigées sont précisées à l'article 10 du CCAP

A défaut par les soumissionnaires d'avoir remis dans leur offre tous les éléments de prix et le cas échéant de délai, il sera fait application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra demander aux soumissionnaires tout élément de nature à préciser la teneur de leur offre.

4 JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Critères et modalités de jugement des offres

La personne habilitée à représenter l'acheteur attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères et pondérations indiqués ci-après et classés par ordre décroissant d'importance :

- Critère n°1 : valeur technique sur 70 points
- Critère n°2 : coût des prestations sur 30 points

Le marché public sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note résultant de l'analyse par pondération des différents critères dont les modalités sont définies ci-après.

- Critère n°1 : Valeur technique sur 70 points
 - Sous-critère 1 : Compétence technique sur 30 points
 - Sous-critère 2 : Connaissance de l'écosystème 5G sur 20 points
 - Sous-critère 3 : Compétence administrative sur 20 points

Chaque sous-critère sera évalué par application d'une note variable appréciée comme suit :

- 0% – Information inexistante
 - 25% – Offre peu satisfaisante
 - 50% – Offre moyennement satisfaisante
 - 75% – Offre satisfaisante
 - 100% – Offre très satisfaisante
- La note « critère technique » attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :
 - Note « valeur technique » (sur 70 points) = note sous-critère 1 (sur 30 points) + note sous-critère 2 (sur 20 points) + note sous-critère 3 (sur 20 points)
 - Critère n°2 : coût des prestations sur 30 points

La note relative à ce critère sera attribuée à chaque soumissionnaire au prorata de l'écart entre l'offre la moins-disante et l'offre du soumissionnaire (sous réserve que cette offre n'ait pas été jugée anormalement basse) par l'application de la formule suivante :

$$\text{Note du soumissionnaire} = \frac{(\text{Offre moins-disante})}{\text{Offre du soumissionnaire}} \times 30$$

Note finale d'évaluation

La note finale attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

Note du soumissionnaire (sur 100) = note valeur technique (sur 70 points) + note coût des prestations (sur 30 points)

Les offres seront classées par ordre décroissant selon la note finale obtenue telle que définie ci-dessus et le marché attribué à l'offre la mieux classée.

Si le titulaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations nécessaires à la recevabilité de sa candidature (à l'exclusion des documents mentionnés à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration) dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande qui lui en sera faite, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter l'acheteur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Dans ce cadre, le titulaire sera invité à signer soit électroniquement, soit de façon manuscrite le marché public. L'original du marché public sera conservé HAROPA PORT | Le Havre. Le marché public sera notifié par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La personne habilitée à représenter l'acheteur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

4.2 Demande de précisions - Négociations

Les soumissionnaires pourront être appelés à préciser ou compléter par écrit la teneur de leur offre.

Après examen de l'ensemble des offres, la personne habilitée à représenter l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales et ce, sans négociation.

En effet, compte tenu de la volonté de l'acheteur de lancer très rapidement les *prestations*, il est possible et même probable que le marché soit attribué à l'auteur de la meilleure première offre de sorte que les candidats sont vivement invités à procéder dès ce stade à leur démarche d'optimisation.

Dans l'hypothèse où des négociations seraient engagées, elles se dérouleront avec le ou les soumissionnaires ayant présenté les offres les plus avantageuses.

Les échanges relatifs à ces négociations s'effectueront par le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Dans l'hypothèse où les négociations donneraient lieu à l'organisation de réunions avec ceux des soumissionnaires ayant présenté les offres les plus avantageuses, ceux-ci seront informés par voie dématérialisée des date et heure auxquelles ils devront se présenter, avec préavis minimum de trois (3) jours.

Au cours de ces négociations, le HAROPA PORT | Le Havre pourra procéder à un nouveau classement résultant de l'application des critères définis ci-avant.

Au terme de cette phase de négociation, la personne habilitée à représenter l'acheteur attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères et pondérations indiqués ci-avant.

A l'issue du jugement des offres, celles-ci seront classées par ordre décroissant selon les critères et le marché attribué à l'offre la mieux classée.

4.3 Vérification des offres et correction d'erreurs matérielles

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant de l'extrait quantitatif de prestations témoins sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans cet extrait quantitatif de prestations témoins seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de l'extrait quantitatif de prestations témoins qui sera pris en considération.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un soumissionnaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.4 Formes des décompositions et des sous-détails

HAROPA PORT | Le Havre se réserve la possibilité, pour le jugement des offres, de demander aux soumissionnaires un sous-détail complémentaire d'un ou de plusieurs des prix unitaires du bordereau des prix unitaires. A défaut par le soumissionnaire de remettre ce sous-détail dans le délai figurant sur la demande qui lui en aura été faite, HAROPA PORT | Le Havre pourra décider de ne pas prendre en considération l'offre du soumissionnaire.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la T.V.A. exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus

- la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents

4.5 Information des soumissionnaires

En application des dispositions des articles R.2181-1 du Code de la commande publique, à l'issue du jugement des offres, les soumissionnaires écartés seront avisés individuellement du nom et des notes obtenues par l'attributaire ainsi que du montant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative (Décret n° 2015-1717 du 22 décembre 2015), les soumissionnaires sont informés qu'ils disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de la personne habilitée à représenter l'acheteur de rejet de leur offre pour se pourvoir devant le tribunal administratif compétent.

5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres administratives et financières devront parvenir au plus tard au jour indiqué sur la page de garde du présent règlement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur dans les conditions qui y sont indiquées.

Il est précisé que la plateforme ne limite pas la taille du dossier qui peut y être déposé et que les formats de fichier suivants sont acceptés : .doc, .xls, .pdf, .ppt, .dwg, .jpeg, .mpeg, .AVI, .docx.

En cas de difficultés pour le dépôt d'une offre, les soumissionnaires peuvent se rapprocher de la plateforme des achats, dans les conditions suivantes :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour rappel, la signature électronique n'est pas exigée.

Les soumissionnaires pourront en plus de l'envoi électronique envoyer une copie de sauvegarde au format papier ou électronique physique (USB, CD ...) en précisant sur l'enveloppe extérieure « **COPIE DE SAUVEGARDE** » à l'adresse postale précisée ci-dessous :

HAROPA PORT | Le Havre

Service des Achats et de la commande publique – Pôle commande publique

Centre administratif - Terre-plein de la Barre

CS 81413

76067 LE HAVRE CEDEX

Cette copie ne sera valable que si elle respecte la date et l'heure limite de remise des offres.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs et techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur.

- Pour les questions administratives, il est également possible de contacter le Secrétariat du Service des Achats et de la commande publique - Pôle commande publique par téléphone au 02.32.74.69.58.

- Pour les questions techniques, celles-ci devront parvenir au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres, obligatoirement par demande écrite.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats, au plus tard *six (6) jours* avant la date limite fixée pour la réception des offres initiales. Si cette date est reportée, la date limite de dépôt des questions sera reportée en conséquence.